

### Une opposition récente

Ce sont là, bien sûr, les mêmes segments de la société canadienne qui demandent que la politique étrangère canadienne respecte les contraintes morales de la tradition libérale occidentale. Nous, membres de ces groupes, réclamons exactement la même chose mais sur un ton beaucoup plus émotif. Cependant, cette opposition à la politique officielle canadienne est relativement neuve. Au cours de l'ère Pearson, la plupart d'entre nous, qui avions une expérience africaine comme missionnaires, travailleurs bénévoles et universitaires, avions confiance en la politique canadienne en Afrique. Nous estimions que la considération accordée au Canada en Afrique était fondée. Très tôt, le Canada avait accordé un appui ferme au Ghana, joué un rôle prédominant dans les événements qui ont conduit à la décision de l'Afrique du Sud de se retirer du Commonwealth; il avait interdit la vente d'armes à l'Afrique du Sud et au Portugal et joint sa voix aux nouveaux membres du Commonwealth pour exiger le refus de l'indépendance au Zimbabwe (Rhodésie) avant l'instauration d'un système démocratique.

Cette confiance appartient au passé. Comme le montrent les résolutions adoptées par de nombreuses organisations nationales, les Canadiens bien informés critiquent maintenant vivement la politique canadienne à l'égard de l'Afrique australe. Il n'y a pas eu de renversement net de cette politique mais, problème après problème, lorsque venait le moment d'aller au-delà de la rhétorique de l'antiracisme et de l'anticolonialisme, nous avons vu notre gouvernement plier, hésiter et atermoyer. Cela a été le cas en 1971 lors de la réaffirmation par l'ONU du refus de l'indépendance au Zimbabwe et, en 1972, au sujet du système constitutionnel proposé pour ce pays. La même attitude s'est fait jour dans la réponse canadienne à la décision de la Cour internationale de Justice sur la Namibie demandant à tous les pays «de renoncer à tout acte et particulièrement à tout contact avec le gouvernement d'Afrique du Sud impliquant une reconnaissance (de sa souveraineté sur la Namibie) ou une assistance», et encore dans l'accueil fait à plusieurs résolutions de l'Assemblée générale de l'ONU sur les relations économiques avec l'Afrique du Sud et les colonies portugaises.

Nous en sommes venus à considérer la politique canadienne à l'égard de l'Afrique australe non pas comme une absence de rhétorique et un cheminement tranquille et déterminé vers la réalisation d'objectifs libéraux et humanitaires, mais plutôt comme un exercice de rhétorique libérale

combiné à une diplomatie tantôt inactive, tantôt poursuivant des objectifs étroits et intéressés. J'écris cela non pour afficher un masque de vertu qu'il est facile de revêtir pour ceux qui ne portent aucune responsabilité mais pour montrer que l'opposition à la politique canadienne est profonde et motivée par un examen détaillé des faits.

Pourquoi le jugement prononcé par un gouvernement centriste sur l'Afrique australe diverge-t-il de façon aussi tranchée du jugement d'une proportion substantielle des Canadiens informés? J'aimerais ici spécifier deux secteurs dans lesquels le désaccord est peut-être le plus profond.

### Le Canada et les mouvements de libération

Le premier désaccord porte sur notre politique vis-à-vis des mouvements de libération. Un processus historique majeur a pris naissance en 1947 lorsque l'Inde a accédé à l'indépendance. Dans le courant de ce processus, des centaines de millions d'habitants du Tiers-Monde ont regagné le droit de vivre à l'abri de toute souveraineté étrangère. Ce processus a été entravé en Afrique australe. Là, seul parmi les puissances coloniales, le Portugal a cherché à perpétuer sa domination. Là aussi, au Zimbabwe et en Afrique du Sud, des minorités blanches continuent à imposer leur gouvernement autoritaire et raciste à des majorités d'indigènes. Il en a résulté l'apparition progressive d'une résistance armée africaine. Ces mouvements de libération ne sont pas constitués de petites bandes de guerriers tribaux. Il s'agit de vastes mouvements populaires défendant la cause la plus puissante qu'un mouvement puisse servir dans le monde contemporain: l'aspiration du peuple à la liberté, à la souveraineté et à la justice.

Le Canada a été lent à reconnaître la légitimité de la lutte des mouvements de libération et encore plus lent à leur venir en aide. Au contraire, la politique canadienne a revêtu les trois caractéristiques suivantes. Le gouvernement canadien condamne l'*apartheid* et le régime colonial et a émis l'opinion dans un Livre blanc que ces régimes blancs se battront jusqu'au dernier souffle pour conserver leurs privilèges. Deuxièmement, malgré une reconnaissance tardive de la légitimité de la lutte de libération, le Canada a continué à explorer le recours à la violence par les Africains dans la conquête de leurs droits. Troisièmement, le Canada a continué à bénéficier des excellentes possibilités d'échange et d'investissement que l'oppression blanche suscite en Afrique australe.

De déplorer la violence dans le contexte d'une Afrique australe sous domina-